

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS 70527  
28019 Chartres

Chartres, le 26/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CABBP - Luplanté**

115 Rue de Chartres  
28800 Bonneval

Références : IC240714  
Code AIOT : 0010000095

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement CABBP - Luplanté implanté 28, Rue de l'Europe 28360 Luplanté. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CABBP - Luplanté
- 28, Rue de l'Europe 28360 Luplanté
- Code AIOT : 0010000095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la CABBP localisé à Luplanté abrite :- une activité de stockage et négoce de céréales

(rubrique 2160) classée sous le régime de l'Autorisation (stockage de 22 613 m3) ;- une activité de stockage d'engrais liquide (rubrique 2175) classée sous le régime de la déclaration (stockage de 300 m3).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque surpression/projection

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 3  | Travaux par point chaud et permis feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 9  | Débit d'eau du poteau incendie        | AP Complémentaire du 03/06/2009, article 24 | Demande d'action corrective  | 60 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Surveillance des installations et formation du personnel | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3   | Sans objet        |
| 2  | Consignes de sécurité et procédures d'exploitation       | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4   | Sans objet        |
| 4  | Vérification et entretien des installations électriques  | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9   | Sans objet        |
| 5  | Système de dépoussiérage                                 | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15  | Sans objet        |
| 6  | Transporteurs à bande                                    | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15  | Sans objet        |
| 7  | Antenne et Relais  | AP Complémentaire du 03/06/2009, article 14.2 | Sans objet        |
| 8  | Attestation CE des sondes thermiques                     | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9   | Sans objet        |
| 10 | Equipements de protection contre la foudre               | AP Complémentaire du 03/06/2009, article 14.1 | Sans objet        |
| 11 | Poussières   | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des installations et formation du personnel

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.<br><br>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation.<br>L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation de formation daté du 23/11/2023 du responsable de site nommément désigné.<br>Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.<br>Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans, et chaque année, avant la collecte de l'été, notamment pour les personnels saisonniers.<br><b>Constat : pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident                                |
| <b>Constats :</b><br><br>Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.<br>L'exploitant dispose de procédures d'exploitation identiques pour tous les sites.<br>L'inspection a consulté le procédure référencée PR7-5-12 et dénommée "Intervention en cas d'échauffement" transmise au service SDIS en date du 26/02/2016. Cette procédure n'appelle pas |

|   |
|---|
| de remarque de la part de l'inspection.<br><b>Constat : pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                      |

**N° 3 : Travaux par point chaud et permis feu**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le permis de feu délivré le 08/07/2024, au profit de la société Hervé HUET ne mentionne pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la ronde de surveillance après travaux ;</li> <li>• les risques identifiés ;</li> <li>• l'ensemble des mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre, telles que celles rappelées dans la note de service AGRIAL du 26 mars 2021 et le guide de l'état de l'art sur les silos.</li> </ul> <b>Constat : Le permis de feu consulté est incomplet.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours  |

**N° 4 : Vérification et entretien des installations électriques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :<br>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de |

|  |
|--|
| <p>l'électricité statique et des courants vagabonds ;</p> <p>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Inspection du 20/09/2024 :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques n° 065653842301R002 du 03/10/2023 émis par la société DEKRA.</p> <p>Ce rapport fait état de 2 non-conformités :</p> <p>- SILO BETON - Point lumineux : Présence de dégradations mécaniques ;</p> <p>- SILO BETON - Rez-de-chaussée - Coffret électrique de circuits terminaux armoire silo béton : Présence d'une souris sur une borne amont du général armoire.</p> <p><b>Par courriel daté du 25/09/2024</b>, l'exploitant a transmis à l'inspection des photos attestant que les travaux pour traiter les non-conformités du rapport DEKRA ont été réalisés.</p> <p>Les écarts observés par DEKRA et notifiés à l'exploitant au travers du rapport référencé n° 065653842301R002 ont donc été levés.</p> <p><b>Constat :</b></p> <p><b>Les mesures adoptées pour lever les écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification du 03/10/2023 des installations électriques sont satisfaisantes.</b></p> <p><b>La non conformité constatée le 20/09/2024 n'est donc pas relevée.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 5 : Système de dépoussiérage

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en <b>annexe I</b> du présent rapport.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 6 : Transporteurs à bande

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Le contrôle par sondage a porté sur la bande du transporteur d'ensilage du silo béton.<br>L'inspection n'a pas constaté sur la bande du transporteur de marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme.<br>Toutefois, l'exploitant a fourni à l'inspection la facture de la bande n° MFV23-02252 de la société ALFYMA payée le 31/10/2023. Cette bande est antistatique (norme NF EN ISO 284) et anti-feu (norme NF EN ISO 340).<br><b>Constat : pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 7 : Antenne et Relais

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/06/2009, article 14.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le silo ne doit pas disposer de relais d'antenne d'émission ou de réception collective sur ses toits exceptés si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.   |
| <b>Constats :</b><br><br><u><b>Inspection du 08/06/2021 :</b></u><br>Constat : Le silo dispose de relais d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, alors que l'exploitant n'a pas présenté une étude technique justifiant que les équipements mis en place ne sont pas sources d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. L'inspection demande de fournir les éléments justificatifs et notamment le rapport d'étude de compatibilité ATEX du 14 mars 2017 mentionné dans le complément d'analyse du risque foudre du 20 mai 2019.<br><u><b>Réponse de l'exploitant :</b></u><br>Par courrier daté du 06/08/2021, reçu le 09/08/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport relatif à l'évaluation du risque d'incendie et d'explosion lié à l'activité "relais de téléphonie sans fil" implanté sur le silo de stockage de céréales émis par la société SOCOTEC en date du 14/03/2017 (référence rapport : 962SA171444). Cette étude technique conclut que les équipements mis en place par FREE MOBILE ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussière sur la toiture de la tour de manutention de l'établissement CABBP situé à LUPLANTE.<br><u><b>Inspection du 20/09/2024 :</b></u><br>L'exploitant a transmis le rapport relatif à l'analyse des risques liés à l'activité "émetteurs téléphonie sans fil implanté sur le silo rubrique 2160", situé à Luplanté, référencé 962SA171444 et |

daté du 14/03/2017.

Ce rapport indique que *"l'étude technique réalisée à la vue des éléments [...] permet de conclure que les équipements mis en place par FREE MOBILE ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussière sur la toiture de la tour de manutention l'établissement COOP Bonneval Beauce et Perche à Luplanté"*.

L'inspection n'a pas de remarque particulière sur cette étude.

**Constat : pas d'écart relevé.**

**Le point de non-conformité relevé lors de l'inspection du 08/06/2021 est donc levé.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 8 : Attestation CE des sondes thermiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

##### **Constats :**

###### **Inspection du 08/06/2021 :**

Constat : L'exploitant n'a ni présenté de document certifiant que les sondes thermométriques installées à Luplanté ont reçu l'attestation d'examen CE jointe à son courrier du 26 février 2016, ni produit une attestation justifiant que ces équipements ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion de poussières.

###### **Réponse de l'exploitant :**

Par courrier daté du 9 août 2021, l'exploitant indique qu'il va *"relancer (son) prestataire afin d'obtenir une attestation justifiant que ces équipements ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion de poussières"*.

###### **Inspection du VI 20/09/2024 :**



|   |
|---|
| <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation CE référencée INERIS 02ATEX0091X du système d'acquisition de température type atmosphères explosibles et poussiéreuses.</p> <p>Cette attestation n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><b>Constat : pas d'écart relevé.</b></p> <p><b>Le point de non-conformité relevé lors de l'inspection du 08/06/2021 est donc levé.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 9 : Débit d'eau du poteau incendie**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/06/2009, article 24</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les silos doivent être dépourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un <b>débit d'eau correspondant à 60m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures</b>. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Inspection du 08/06/2021 :</b></p> <p>Constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport de mesure du débit et de la pression disponible au poteau incendie situé à proximité du site.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant :</b></p> <p>Par courrier daté du 06/08/2021, l'exploitant précise qu'il a effectué la demande auprès de son prestataire.</p> <p><b>Inspection du 20/09/2024 :</b></p> <p>L'exploitant utilise un poteau incendie public implanté à proximité du site. Le débit d'eau de ce poteau a été mesuré à 46m<sup>3</sup>/h d'après le rapport relatif au contrôle du 12/09/2024. Ce débit est donc insuffisant. Le débit demandé étant de à 60m<sup>3</sup>/h pendant 2h.</p> <p>L'exploitant ne s'est donc pas assuré par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire.</p> <p>En outre, l'inspection a constaté que la réserve d'eau est encombrée par des végétaux.</p> <p><b>Constat :</b></p> <p><b>Le débit d'eau du poteau incendie situé à proximité du site est insuffisant.</b></p> <p><b>La réserve d'eau est encombrée par des végétaux.</b></p> <p><b>Les installations de protection contre l'incendie ne sont pas correctement entretenues et maintenues en bon état de marche.</b></p> <p><b>Le silo ne dispose pas de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus.</b></p> |

|   |
|---|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours   |

#### N° 10 : Equipements de protection contre la foudre

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/06/2009, article 14.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques incendie et d'explosion   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]<br/>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>[...]<br/>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel.</p> <p>[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u><b>Inspection du 08/06/2021:</b></u><br/>Constat : L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées lors de la prochaine inspection annoncée le dernier rapport de contrôle des équipements de protection contre la foudre disponible.</p> <p><u><b>Inspection du 20/09/2024:</b></u><br/>L'exploitant indique ne pas disposer d'équipement de protection contre la foudre et donc ne dispose pas de rapport de contrôle des équipements.<br/>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport relatif à l'analyse du risque foudre (ARF) ICPE référencé D13K8/10/430, daté du 12/01/2010 et émis par l'organisme SOCOTEC.<br/>Concernant le bâtiment silos béton, le bâtiment silos acier, le bâtiment sanitaires + cuve d'engrais azoté, ainsi que le bâtiment poste de transformation, ce rapport indique que "<i>l'analyse du risque foudre montre qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place un SPF (système de protection contre la foudre). Le bâtiment silo est AUTO-PROTEGE contre les effets directs et indirects de la foudre</i>". Le rapport conclut que "<i>puisque pour chaque type de risque présent dans la structure sa valeur totale n'excède pas le risque tolérable Ra, au sens du guide UTE 17-100-2, l'adoption de mesures de protection n'est pas nécessaire. Selon le guide UTE 17-100-2 la structure est auto protégée contre la foudre</i>".<br/>Ce rapport relatif à l'analyse du risque foudre (ARF) n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Concernant les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, l'exploitant a transmis le rapport DEKRA référencé 065653842301R002 dont les écarts relevés ont</p> |

|   |
|---|
| été levés depuis.<br><b>Constat : pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées : Sans suite</b>                |

**N° 11 : Poussières**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.<br>[...]  |
| <b>Constats :</b><br><br><u><b>Inspection du 20/09/2024:</b></u><br>L'inspection a constaté la présence excessive de poussières au niveau de l'étage 4 du silo béton.<br><b>Par courriel daté du 27/09/2024</b> , l'exploitant a transmis à l'inspection des photos attestant que la galerie a été nettoyée.<br>La non conformité constaté lors de la visite du 20/09/2024 n'est donc pas relevée.<br><b>Constat :</b><br><b>Les actions correctives mises en place rapidement après le constat de l'inspection sont satisfaisantes.</b><br><b>La non conformité constatée le 20/09/2024 n'est donc pas relevée.</b> |
| <b>Type de suites proposées : Sans suite</b>   |